



**Les preuves et les acteurs de la vente**  
photo-montage: www.madagate.org



## Pr Zafy Albert, premier président de la IIIème république de Madagascar, de 1993 à 1996

Le Professeur Zafy Albert était un cardiologue qui ne tombait pas facilement malade. D'ailleurs quand a-t-il bien été malade? A part une grippe, pratiquement jamais à ma connaissance. Alors s'il a été frappé d'un AVC (accident vasculaire cérébral) à plus de 90 ans, c'est qu'il a été confronté à un choc émotionnel extrême. Voici les vrais déclencheurs de sa mort subite.

Avant toute chose, il faut vraiment applaudir à deux mains et deux pieds l'exploit du «*journal*» financé par Mbola Rajaonah alias Mbola Tafariy (je reviendrai bientôt sur ce jeune homme arriviste qui ne produit aucune richesse, dans un dossier très spécial...). Mais il faut plaindre tout de même le rédacteur de la «Une» ci-dessous:

Hery Rajaonarimampianina sur la peste **LA CIBLE**  
**« QUE CHACUN PRENNE SES RESPONSABILITÉS »** Jamais la Lalao

# LA LIGNE DE MIRE

Quotidien d'information et d'analyse  
N° : 0442 Samedi 28 Octobre 2017 www.lalao.mg Prix : 500MG4

## Villa Elisabeth terrain Saint Antoine.IV

La Villa Elisabeth est située sur le terrain de Saint Antoine IV, dans le quartier de Saint Antoine IV, à l'ouest de la capitale. Elle est construite sur un terrain de 1000 m<sup>2</sup> et dispose d'une superficie de 1000 m<sup>2</sup>. Elle est construite sur un terrain de 1000 m<sup>2</sup> et dispose d'une superficie de 1000 m<sup>2</sup>.

**Vendu 59 millions FMG par la Transition.**

### Assemblée nationale Les 4x4 des députés aux calendes grecques...

# La Vérité

Édition 100% locale

## Villa de Zafy Albert

La peste revient dans certains districts

Les Universités publiques croulent à l'alle

### Les preuves et les acteurs de la vente

"UNE" DU NUMERO DU SAMEDI 28 OCTOBRE 2017 MIS EN VENTE PUBLIQUE MAIS RAFFLE PAR DES HOMMES DE MAIN DU REGIME HVM

### Dossier

## Villa de Zafy Albert

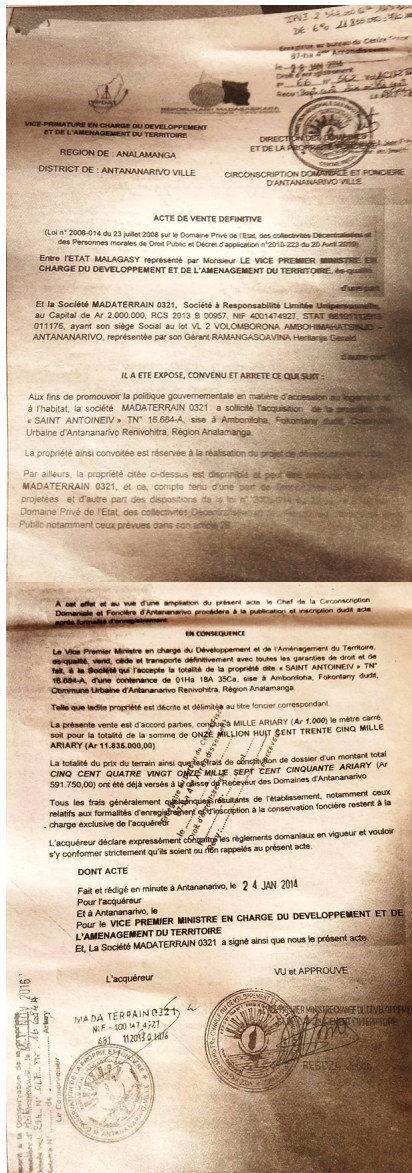
### Les preuves et les acteurs de la vente

La Villa Elisabeth, située sur le terrain de Saint Antoine IV, dans le quartier de Saint Antoine IV, à l'ouest de la capitale. Elle est construite sur un terrain de 1000 m<sup>2</sup> et dispose d'une superficie de 1000 m<sup>2</sup>.

Le 24 octobre 2017, la Villa Elisabeth a été vendue pour 59 millions de francs malgaches (FMG) par la Transition.

La vente a été organisée par la Transition, mais elle a été ravalée par des hommes de main du régime HVM.

Watsaccs n'extraient pas de données personnelles des sites web et des applications. D'autres technologies



**TRANSCRIPTION DU DOSSIER PUBLIE DANS "LA VÉRITÉ"**  
**Villa de Zafy Albert - Les preuves et les acteurs de la vente**  
**Si la réalité ou non de la vente de la villa Elisabeth, la propriété mise à la disposition de Feu Professeur Zafy Albert en sa qualité d'ancien Chef d'État, suscitait encore quelques suspicions au sein de l'opinion publique, les preuves et les identités des acteurs de cette transaction que nous révélons aujourd'hui viennent lever les derniers doutes. Mais les conditions dans lesquelles cette vente a été réalisée sont encore plus scandaleuses.**

**La vente de la villa Elisabeth, résidence du président Zafy Albert, en tant qu'ancien chef d'État, a fait, hier ( *Ndr!:* 27 octobre 2017), la Une des journaux. Tabera Randriamanantsoa, président du**

**Comité national de réconciliation (CNR) est allé même jusqu'à avancer que cette vente de sa résidence à son insu aurait profondément affecté le père de la démocratie à Madagascar et aurait été l'une des causes de l'accident vasculaire cérébral ayant conduit à sa mort, il y a tout juste une semaine. Les questions autour de cette vente d'un patrimoine de l'État octroyé à un ancien chef d'État, ont désormais des réponses faisant suite à des investigations.**



**Herilanja Gerald Ramangasoavina est également pilote de rallye**

**Scandaleuse! il n'y a d'autres mots pour qualifier la transaction qui a fait échouer cette villa construite sur un terrain d'une superficie de plus d'un hectare entre les mains d'une société privée de promotion immobilière, dénommée Prim. Avant que celle-ci soit devenue propriétaire du lieu, c'est une société privée «Mada terrain» appartenant à Gérard Ramangasoavina, un nom bien connu et qui a plus d'une centaine de dossiers pendante auprès de la police économique et du tribunal suite à des ventes pas très «clean» opérées par ses sociétés dont la fameuse «Tany gasy».**



**C'est le 24 janvier 2014, soit la veille de la prestation de serment de Hery Rajaonarimampianina, que Gérald Ramangasoavina a conclu le contrat de vente de la propriété dite «Saint Antoine IV» d'une contenance de 1 ha 18 A 35 ca avec le vice-premier ministre en charge du développement et de l'aménagement du territoire, Reboza Julien ( *Ndlr: issu du groupement Mapar, il adhéra immédiatement au parti Hvm par la suite* , [ICI](#) ).**

**Le prix convenu entre les deux parties est de onze million huit cent trente cinq mille ariary (on dit bien 11 millions Ar) soit 1.000 Ar le mètre carré. Même Harilala Ramanantsoa avec sa Grande braderie ne peut pas faire mieux... Un prix ridiculement bas pour un terrain sis en pleine ville et dans un quartier huppé de la capitale. A ce prix, et vu la situation géographique de la propriété, plus d'un aurait accouru pour s'en acquérir.**

**L'enregistrement de l'acte vente n'a été réalisé pourtant que le 15 novembre 2016 sur instruction du Directeur général du service foncier, Hasimpirenena Rasolomampionona, qui, notons-le, a été limogé quelques jours plus tard par Narson Rafidimanana ( [ICI](#) ), avant d'être de nouveau nommé à son ancien poste par l'actuel ministre du M2pate (**

***Ndlr: Ministère auprès de la Présidence chargé des projets présidentiels, de l'Aménagement du territoire et de l'Équipement actuellement dirigé par Benjamina Ramarcel Ramanantsoa***  
**).**



**L'affaire du siècle réalisée, «Mada terrain» cède, par acte notarié le 30 novembre 2016, la propriété «Saint Antoine IV» à la société Prim Immobilier. La résidence de Zafy Albert devient par la suite propriété «Prim 1». A voir de très près ces transactions douteuses, les observateurs estiment qu'elles n'auraient pas été conclues sans une intervention d'une personnalité en haut lieu ou d'un (très) proche de cette dernière. Et même conclue, la vente pourrait être annulée à tout moment. Cela prouve que cette «main géante» qui tire la ficelle veille au grain pour que la machine ne puisse plus faire marche arrière.**

**A preuve, le ridicule atteint maintenant son summum quand l'État, ancien propriétaire qui a bradé son bien, quémande au nouveau propriétaire de lui octroyer 700 m2 du terrain pour y construire une maison à deux étages pour le compte du ministère des finances et du budget (Mfb). Une demande accordée par le propriétaire le 13 septembre 2017 qui lui cède gratuitement la surface voulue qui retrouve son ancienne appellation de «Saint Antoine».**

**Jeannot Ramambazafy et l'équipe de la rédaction du journal « La Vérité »**

\*\*\*\*\*



Lu dans la Gazette de la Grande île du 30 Octobre 2017

## **Villa Elisabeth**

### **Ministres actuels à interroger**

On en sait un peu plus maintenant sur les transactions suspectes qui ont abouti à la cession de la Villa Elisabeth, sise à Ivandry, à une société privée. Le 24 janvier 2014, soit la veille de la prise de fonction du chef d'Etat Hery Rajaonarimampianina, le domaine a été vendu par la vice-Primature chargée du Développement et de l'Aménagement du Territoire (de Julien Reboza) à une société dénommée Madater-

rain. L'affaire émeut le grand public, d'abord car elle a étalé au grand jour certaines combines destinées à s'approprier indûment un bien de l'Etat, confirmant les fortes rumeurs de pillage du patrimoine public. Ensuite car elle aurait pu, chuchote-t-on sans preuve avérée, être directement à l'origine du malaise puis du décès du Pr Zafy Albert, ex-chef d'Etat réputé pour sa droiture. La grande question est de savoir si la Justice, par le biais du Bianco ou des tribunaux d'instance, va s'emparer de l'affaire. Car ces micmacs qui ont dépouillé l'Etat d'un domaine de prix devraient faire l'objet d'une enquête approfondie, les auteurs de « l'escroquerie » devant subir les rigueurs de la loi.

Le cas de Claudine Razaimamonjy et celui de la Villa Elisabeth devraient être érigés en exemple afin de mettre un coup d'arrêt à la mise à sac des biens de l'Etat et des caisses publiques.

En tout cas, si les instances de la justice engagent des investigations sur l'affaire Villa Elisabeth, on connaît les personnages dont l'audition s'impose. La plupart siègent dans les hautes sphères actuellement et on peut même citer leurs noms. En premier lieu, Lantoniaina Rasoloelison, actuel ministre de l'Energie qui fut au moment de la transaction ministre des Finances et du Budget. En effet, les logements administratifs (comme la Villa Elisabeth) relèvent du service de la Logistique et des Bâtiments civils qui est sous la tutelle du ministère des Finances et du Budget. L'homme aurait normalement dû donner son aval pour la vente d'un bien de l'Etat du calibre de la Villa Elisabeth, et une cession de cette taille n'aurait pas dû échapper à sa vigilance. En second lieu Rivo Rakotovao, nommé récemment sénateur, mais ministre d'Etat chargé de l'Aménagement du Territoire, des Infrastructures et de l'Equipement au début de 2014. Avant d'entrer dans ces fonctions, il a réalisé le 22 avril 2014 une passation de service avec Julien Reboza, le vice-Premier ministre qui a signé l'acte de vente. Ce dernier lui a remis publiquement tous les dossiers traités par le ministère.

Rivo Rakotovao aurait donc du avoir connaissance de la vente de la Villa Elisabeth, et une transaction d'ampleur opérée la veille de la prestation de serment de Hery Rajaonarimampianina aurait dû éveiller ses soupçons. Au moins il aurait dû s'enquérir de la destination de la somme, si elle avait été effectivement virée dans les caisses de l'Etat ou a été empochée par le « vendeur ». Si Lantoniaina Rasoloelison et Rivo Rakotovao affirment qu'à l'époque, ils ignoraient tout de la transaction, cela veut dire que dans l'exercice de leurs fonctions, ils font montre d'une négligence coupable et ne méritent pas leurs postes actuels. Notons que les deux compères sont des proches de Hery Rajaonarimampianina, tous les trois s'étant connus sur les bancs de la Faculté d'Economie d'Ankatso. Avant d'embrasser une carrière ministérielle d'ailleurs, les deux camarades ont siégé dans le ministère des Finances de Hery Rajaonarimampianina, le premier comme directeur de la Programmation, le second comme conseiller technique. Voilà qui met la puce à l'oreille... On peut aussi entendre comme témoin le chef de l'Etat qui est le conservateur suprême des biens de l'Etat, et qui aurait donc dû faire montre de vigilance à l'endroit des transactions visant à les liquider.

Bref, un ancien ministre des Finances, un ancien directeur de la Programmation au ministère des Finances et un ex-conseiller technique du ministre des Finances, cela peut aussi être une piste qui s'ouvre aux enquêteurs. Car en matière de gros sous et de finances, le trio connaît la musique...

**Adelson RAZAFY**